



LE RASSEMBLEMENT NATIONAL EST BIEN L'ENNEMI DES SERVICES PUBLICS !

Sur les services publics comme sur de nombreux autres sujets, le Rassemblement National tente de convaincre que son programme est au service du peuple. Que personne ne s'y trompe. Le Rassemblement National est l'ennemi des travailleuses et travailleurs et de la population. Le RN est l'ennemi des services publics. La preuve par l'exemple.

Dans la justice le RN c'est la réduction des libertés individuelles et un système judiciaire autoritaire :

- Réorientation massive des moyens vers la justice pénale aux dépens des justices civile et prudhomale ;
- Contrôle de la magistrature et pressions accrues dans les juridictions pour mettre en œuvre des politiques pénales sécuritaires ;
- Casse des métiers et des missions des travailleurs-euses sociaux : abandon de la réinsertion au profit d'un pur contrôle probatoire et criminalisation de la jeunesse ;
- Suppression des aménagements et individualisation des peines, des alternatives à l'incarcération ;
- Explosion de la population carcérale entraînant une dégradation supplémentaire des conditions de détention et de travail.

Dans la santé, le social et le médico-social, le RN c'est :

- Une suppression de l'aide médicale d'Etat qui privera de nombreux-euses usager-ères d'un accès au droit fondamental à la santé ;
- La fin de l'universalité des soins, de l'hébergement d'urgence ;
- La stigmatisation et l'exclusion des mineur-es non accompagnés ;
- La limitation à 10 % des effectifs des personnels administratifs dans les hôpitaux ce qui revient à supprimer des postes et à alourdir la charge de travail y compris pour les soignant-es ;
- Un travail social orienté vers le contrôle et la dénonciation au lieu de l'accompagnement ;
- La remise en cause de l'accès pour toutes à l'IVG ;
- Une politique du tout répressif vis-à-vis des mineur-es.

Pour les finances publiques le RN c'est :

- Continuer d'alléger les cotisations sociales et fiscales pour en exonérer les patrons et les plus riches, sans que jamais des emplois pérennes ne soient créés, ni qu'une relance effective de l'économie ne soit constatée ;
- Sous un affichage populiste, le RN, comme les libéraux, est contre toute politique de redistribution des richesses ;
- Le RN a voté contre la hausse des moyens pour lutter contre la fraude fiscale ;
- Le RN n'a que la « lutte » contre la fraude aux prestations sociales en tête (2,32 milliards d'euros) mais ne s'attaque jamais à la fraude sociale des employeurs estimée entre 20 et 25 milliards par an ni à la fraude fiscale estimée entre 80 et 100 milliards par an ;
- Le RN s'affiche ouvertement poujadiste, développant une agitation antifiscale en surfant sur la misère sociale.

Dans les collectivités locales, ce sont des mesures discriminantes, stigmatisantes contre les agent-es et contre la population :

- Augmentation des effectifs policiers notamment municipaux, multiplication de la vidéosurveillance dans les rues de nos villes ;
- Restriction de l'accès aux services sociaux pour les migrant-es, freins à leur installation ;
- Promotion de la culture et de l'identité nationale au dépens de la création ;
- Réduction des dépenses publiques par des coupes dans les budgets de certains services ou programmes sociaux, l'aide sociale, l'éducation, la santé ;
- Attaques violentes, diffamatoires, harcèlement envers les associations locales, l'opposition, les représentant-es du personnel.